

EVIDENCE

Ottawa, Tuesday, June 18, 1985

[Text]

The Standing Senate Committee on Energy and Natural Resources met this day at 9 a.m. to examine the subject matter of Bill C-24, to amend the Oil Substitution and Conservation Act and the Canadian Home Insulation Program Act.

Senator Earl A. Hastings (*Chairman*) in the Chair.

The Chairman: Honourable senators, we have before us for pre-study bill C-24, to amend the Oil Substitution and Conservation Act and the Canadian Home Insulation Program Act.

We have the honour to have with us this morning Mr. John McDermid, M.P., the Parliamentary Secretary to the Minister of Energy, Mines and Resources, who is accompanied by Mr. Dennis Orchard, Director, Home Energy Programs, Department of Energy, Mines and Resources.

Mr. McDermid, I understand that you have an opening statement.

Mr. John McDermid, M.P., Parliamentary Secretary to the Minister of Energy, Mines and Resources: Thank you, Mr. Chairman. I welcome this opportunity to appear before this committee to discuss Bill C-24. Bill C-24 was the subject of extensive debate in the other place, with some 90 speakers taking part in the debate on the motion for the second reading of the bill. Following second reading, the bill was referred to the Standing Committee on Natural Resources and Public Works, where we had some excellent input from the private sector, including the Canadian Gas Association, the National Insulation and Energy Conservation Contractors, the Conservation and Renewable Energy Industry Council, Dr. David Brooks, who is well known in the conservation community in this country, the Consumers' Association of Canada, the Canadian Electrical Association, which included Hydro Québec, and others.

So, we have had a thorough debate on the bill. What Bill C-24 will do, of course, is to end the off-oil program, which has been running for five years, terminating this past March 31. It also winds down the Canadian Home Insulation Program one year early, moving it from the projected termination of December 31, 1987, to March 31, 1986.

From the reports we have received, from the witnesses we have heard, and from what we hear from the public, the reaction to Bill C-24 is a receptive one. Surprisingly, many of the utilities that appeared before the standing committee of the other place were of the view that while the programs in question had served a very useful purpose, it was time that they were brought to an end.

These types of programs cause a blip in the economy, in the marketplace, and there was concern expressed in relation to companies that were established on the basis of these programs

TÉMOIGNAGES

Ottawa, le mardi 18 juin 1985

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent de l'énergie et des ressources naturelles se réunit aujourd'hui à 9 heures pour examiner le projet de loi C-24, Loi modifiant la Loi sur l'économie de pétrole et le remplacement du mazout et la Loi sur la programme d'isolation thermique des résidences canadiennes.

Le sénateur Earl A. Hastings (*président*) occupe le fauteuil.

Le président: Honorables sénateurs, nous ferons aujourd'hui une étude préliminaire du projet de loi C-24, qui vise à modifier la Loi sur l'économie de pétrole et le remplacement du mazout et la Loi sur le programme d'isolation thermique des résidences canadiennes.

Nous avons l'honneur d'accueillir ce matin M. John McDermid, député et secrétaire parlementaire de la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, ainsi que M. Dennis Orchard, directeur des Programmes énergétiques domiciliaires d'Énergie, Mines et Ressources.

Monsieur McDermid, je pense que vous voulez faire une déclaration préliminaire.

M. John McDermid, député et secrétaire parlementaire de la ministre d'Énergie, Mines et Ressources: Merci, monsieur le président. Je me réjouis de cette occasion qui nous est offerte de témoigner devant votre comité pour discuter du projet de loi C-24. Celui-ci a été largement débattu à l'autre endroit, quelque 90 intervenants ayant participé au débat sur la motion tendant à la deuxième lecture du projet de loi. Après la deuxième lecture, le projet de loi a été renvoyé au Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics, comité qui a entendu d'excellents témoignages d'organismes ou représentants du secteur privé, dont l'Association canadienne du gaz, l'Association nationale des entrepreneurs en isolation et en conservation de l'énergie, le «Conservation and Renewable Energy Industry Council», M. David Brooks, personnalité bien connue dans le domaine des économies d'énergie au Canada, l'Association des consommateurs du Canada, l'Association canadienne de l'électricité, qui représentait notamment Hydro-Québec, et d'autres intervenants.

Le projet de loi C-24 a donc été considérablement débattu. Il clôturera, faut-il le rappeler, le programme de remplacement du pétrole en vigueur depuis cinq ans et arrivé à expiration le 31 mars dernier. Il écartera aussi de un an le Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes, ramenant au 31 mars 1986 la date d'expiration initialement fixée au 31 décembre 1987.

À en juger par les rapports que nous avons reçus, les témoignages que nous avons entendus et les commentaires du public, le projet de loi C-24 est bien accueilli. Aussi surprenant que cela puisse paraître, bon nombre des entreprises de services publics qui ont témoigné devant le Comité permanent des Communes ont indiqué que si les programmes avaient été très utiles, le moment était néanmoins venu d'y mettre un terme.

Les programmes de ce genre ont un rayonnement soudain dans l'économie et sur les marchés; aussi, certains ont dit craindre que les entreprises qui ont vu le jour grâce à ces pro-